

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 46 (2024)

Faits saillants

- ❖ Philippines : accord de coopération entre la BSP et la Banque de France
- ❖ Singapour : nouveau plafond d'émission de titres gouvernementaux à 1 515 Md SGD
- ❖ Malaisie : baisse du chômage à 3,2 % au T3-2024

LE CHIFFRE À RETENIR

1 300 Md USD

Estimation des actifs
gérés à Singapour pour
des investisseurs
étrangers en 2023

Région

Renforcement du partenariat ASEAN-France

Lors de la quatrième réunion du Comité de Partenariat pour le Développement ASEAN-France (AF-DPC) qui s'est tenue ce mardi à Jakarta, plusieurs initiatives stratégiques ont été mises en avant par la France, témoignant de son partenariat actif pour un développement durable et résilient en Asie du Sud-Est. Ces projets, largement portés par l'Agence Française de Développement (AFD), reflètent une coopération ambitieuse. Le Programme d'Amélioration de la Qualité de l'Air (AQIP) appuie les États de l'ASEAN dans l'élaboration de politiques pour une gestion rigoureuse des particules fines, tandis que le Programme de Gestion des Déchets Maritimes cible la réduction de la pollution marine, essentielle à la préservation des écosystèmes côtiers. Le Programme d'Efficacité Énergétique dans les Bâtiments (PEEB ASEAN), en collaboration avec le Centre de l'Énergie de l'ASEAN (ACE), soutient la transition vers des infrastructures écologiques, avec un potentiel de réduction des émissions de CO₂ jusqu'à 40 %. En complément, le Dispositif de Renforcement des Capacités Multisectoriel et une nouvelle initiative sur le Réseau Énergétique ASEAN (APG) – bénéficiant d'une subvention de 2,5 M EUR – témoignent d'une coopération renforcée pour soutenir la résilience environnementale et énergétique de la région d'ici 2045. Fabien Penone, ambassadeur de France pour l'Indonésie, le Timor-Leste et l'ASEAN, qui a co-présidé la réunion avec le vice-secrétaire général de l'ASEAN, Dato' Astanah Abdul Aziz, souligne que cette rencontre démontre « la fermeté de l'engagement de la France et sa détermination à être un partenaire fiable de l'ASEAN à long terme ».

Indonésie

Indonésie-Chine : renforcement des coopérations dans les secteurs de l'énergie verte et du numérique

L'Indonésie et la Chine ont annoncé le renforcement de leur coopération dans des secteurs clés, notamment les batteries au lithium, les véhicules à énergies nouvelles, l'énergie verte et le tourisme, à l'issue de la première visite d'État de Prabowo Subianto, à Pékin, en fin de semaine dernière. Lors de cette visite, des annonces d'investissement pour un montant qui pourrait atteindre près de 10 Md USD ont été réalisées, couvrant les domaines de la fabrication high-tech, de l'énergie renouvelable et du traitement de 26 matières premières. L'un des accords porte sur l'établissement d'un partenariat sur les ressources minérales vertes, avec des investissements prévus dans des parcs industriels en Indonésie, en particulier le parc industriel de Kalimantan Nord, près de la nouvelle capitale. Des entreprises des deux pays, dont GoTo et Tencent, ont engagé des projets pour renforcer les infrastructures numériques et la formation, avec un objectif de former 800 000 Indonésiens d'ici 2033.

L'Indonésie face à une refonte de la législation du travail

L'Association des employeurs indonésiens (Apindo) a exprimé ses préoccupations concernant l'incertitude réglementaire que pourrait entraîner la révision de la loi sur le travail de 2003, ordonnée récemment par la Cour constitutionnelle. Cette révision, qui serait la quatrième en dix ans, pourrait impacter les dispositions salariales et les règles d'embauche, notamment dans les secteurs nécessitant une main-d'œuvre abondante comme le textile et l'électronique. Alors que des changements significatifs sont attendus, les syndicats espèrent voir des réformes sur les conditions de travail et les protections des salariés. Cependant, certains analystes craignent qu'un prolongement du processus n'entraîne une période de flottement juridique, potentiellement dissuasive pour les investissements. La révision de la loi interviendrait à la fin du mois, en même temps que la réévaluation annuelle des salaires minimums. S'agissant de la rémunération des travailleurs, Apindo propose de se baser sur le Règlement n° 51/2023, qui prévoit une augmentation de 3,5 % en 2025, bien inférieure à la demande des travailleurs, qui est de 8 à 10 %.

Malaisie

Nouvel indicateur pour mesurer l'évolution du coût de la vie

Le Département des statistiques malaisien (DOSM) a présenté un nouvel indicateur destiné à évaluer l'évolution du coût de la vie dans le pays. Celui-ci s'appuie sur la notion de « dépenses de base pour une vie décente » développée à partir de la méthodologie proposée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour estimer les besoins des travailleurs et de leurs familles. Le niveau moyen de ces dépenses représentait environ 1 062 USD par mois et par ménage en 2023 et varie suivant la composition du foyer et sa localisation. Il était estimé à 366 USD pour une personne vivant seule et atteignait 1 132 USD en zone urbaine (1 228 USD dans la capitale). Cet indicateur devrait être utilisé pour la définition des futures politiques sociales du gouvernement.

Ralentissement de la dynamique de croissance de la production industrielle en septembre

La production industrielle n'a augmenté que de 2,3 % en septembre en g.a. après une croissance de 4,1 % en août. Ce fléchissement s'explique principalement par la baisse des activités d'extraction de pétrole (11,4 % en g.a.) et le recul des exportations (0,3 % en septembre en g.a.). Les industries manufacturières ont ainsi enregistré une dynamique de production plus faible que le mois précédent (+3,2 % après +6,5 %, en g.a.). La génération d'électricité a progressé de 3,9 % en g.a. (contre +4,4 % en août).

Baisse du chômage à 3,2 % au T3-2024

Le taux de chômage s'est établi à 3,2 % au 3ème trimestre après s'être maintenu à 3,3 % les trois trimestres précédents. Pour les jeunes, il s'est réduit à 9,8 % (10,1 % au T4 2023). La participation au marché du travail demeure stable à 75,2 % et reste faible pour les femmes (56,7 % contre 83,4 % pour les hommes). La main-d'œuvre en Malaisie est relativement jeune, avec une part de 52 % de personnes de moins de 35 ans, et bien éduquée avec 32 % de diplômés issus de l'enseignement tertiaire. Toutefois, l'économie reste marquée par une sous-utilisation des compétences disponibles avec un taux de sous-emploi demeurant élevé (36,8 % au T3 2024), qui peut s'expliquer par une inadéquation avec les besoins des entreprises. Les emplois semi-qualifiés constituent 63% du marché du travail contre 25 % pour ceux nécessitant une meilleure qualification. D'un point de vue sectoriel, les services sont les principaux contributeurs au marché du travail (52 % des emplois), devant les industries manufacturières (28 %), le secteur de la construction (14 %) et l'agriculture (6 %). La production de produits électriques et électroniques, en particulier, concentre plus de 26 % des emplois manufacturiers (7 % du total).

Singapour

Singapour augmente son plafond d'émission de titres gouvernementaux à 1 515 Md SGD

Le Parlement de Singapour a approuvé une hausse de 450 Md SGD du plafond d'émission de titres gouvernementaux et de bons du Trésor, portant le total à 1 515 Md SGD jusqu'en 2029. Plus de 60 % de cette augmentation proviendra des titres émis pour le Fonds de Prévoyance Central (CPF), le système obligatoire d'épargne pour la retraite, le logement et la santé, garantissant ainsi la capacité du CPF à verser des rendements sûrs à ses membres. Le reste sera utilisé pour des émissions de bons du Trésor, de Singapore Savings Bonds et d'autres titres, visant à soutenir le marché des titres gouvernementaux. Cette augmentation ne sert pas au financement des dépenses récurrentes, Singapour empruntant uniquement pour des projets d'infrastructure majeurs. La cité-Etat continue de maintenir un faible ratio dette/PIB net en équilibrant sa dette par des actifs équivalents.

IA et brevets : une protection en hausse

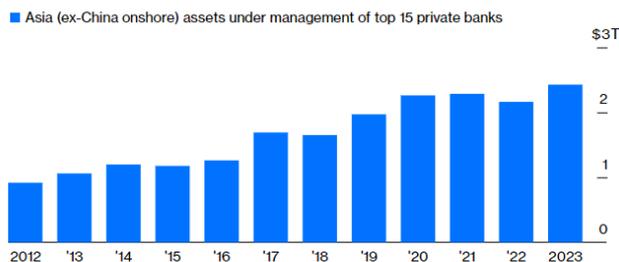
Alors que la technologie axée sur l'IA progresse, l'intérêt de protéger les inventions liées à l'IA augmente lui-aussi. Si au niveau international, on observe une croissance d'une manière générale des dépôts de brevets, celle-ci est d'autant plus forte pour les inventions liées à l'IA ; ces dernières boostent les dépôts de brevets dans le domaine des technologies informatiques. Cette tendance est confirmée par ce qui se passe à Singapour ; les demandes de brevets liées à l'IA représentent désormais environ 1 dépôt de brevet sur 30, marquant une augmentation de 50 % depuis 2018. Comme le rappelle l'IPOS, si les brevets ne constituent pas toujours la meilleure protection pour les algorithmes d'IA (compte tenu d'options telles que le droit d'auteur et les secrets commerciaux), il reste possible de breveter des innovations en matière d'IA. Par exemple, un algorithme d'IA plus efficace peut prétendre à une protection par brevet, à condition qu'il réponde aux exigences en matière de brevetabilité (solution technique à un problème technique, nouvelle, inventive et susceptible d'application industrielle). On peut citer des brevets récemment accordés pour : l'utilisation de l'IA pour accélérer la découverte de médicaments et les processus de réaffectation (*AI-assisted inventions*) ; des systèmes de navigation améliorés qui s'appuient sur l'IA pour proposer l'itinéraire le plus économe en carburant (*AI-based inventions*). Le 11 octobre dernier, face à ce phénomène plus qu'émergent des innovations liées à l'IA, l'IPOS a enrichi ces « guidelines » pour l'examen des demandes de brevet liées à l'IA, rejoignant ainsi d'autres offices de propriété intellectuelle. Alors que les types d'objets non brevetables sont largement similaires d'un pays à l'autre, des différences clés existent dans les seuils de brevetabilité et la base juridique pour soulever des objections. Ces guidelines complémentaires constituent une référence rapide pour les déposants qui cherchent à protéger leurs inventions liées à l'IA. Il s'appuie sur les directives d'examen de l'IPOS, en mettant l'accent sur l'objet brevetable. Les orientations comprennent des applications hypothétiques de l'IA dans divers domaines techniques, chacune accompagnée d'une analyse fictive d'exemples de revendications de brevet. Consultez ces nouvelles recommandations [ici](#).

Les banques misent sur la gestion de patrimoine pour anticiper l'impact potentiel des tarifs de Trump

Face au risque de nouveaux tarifs douaniers imposés par Donald Trump, les banques de Singapour pourraient renforcer leur activité de gestion de patrimoine pour compenser le ralentissement attendu des revenus

Asia Is Now a Wealth Haven

Morgan Stanley believes that 9%-plus annual growth in assets is achievable at least until the end of the decade



Source: Asian Private Banker

du financement commercial. La gestion de patrimoine en Asie connaît une croissance impressionnante : les actifs sous gestion dans les 15 principales banques privées asiatiques ont doublé depuis l'élection de Trump en 2016, atteignant près de 2 600 Md USD en 2024. Singapour joue un rôle clé dans cette dynamique, gérant actuellement 1 300 Md USD d'actifs offshore, soit 2,6 fois son PIB. Ce positionnement en fait le second centre mondial pour la gestion de fortune après la Suisse (2 500 Md USD). Singapour s'est imposée comme une destination de choix pour les family offices et les capitaux privés, bénéficiant de sa stabilité politique, de son régime fiscal compétitif et de son cadre réglementaire robuste. Avec un potentiel de croissance annuelle estimé à 9 % selon Morgan Stanley, la cité-État attire une part croissante de capitaux européens et nord-américains, reflétant une quête mondiale de diversification et d'optimisation fiscale. Les banques locales, telles que Bank of Singapore (banque privée d'OCBC), exploitent cette opportunité en ciblant les ultra-riches, notamment ceux affectés par des hausses fiscales à l'étranger, et en diversifiant leurs services pour répondre aux besoins en actifs non conventionnels, comme les crypto-actifs.

Singapour s'engage à accélérer les flux de capitaux verts et lance une subvention pour les projets carbone lors de la COP29

Lors de la COP29, Singapour a annoncé un engagement de 500 M USD pour des projets verts en Asie, visant à doubler chaque dollar investi pour soutenir la transition écologique régionale. Ce financement s'inscrit dans le cadre du partenariat FAST-P, lancé par la Monetary Authority of Singapore (MAS) pour lever 5 Md USD et réduire les risques financiers liés aux projets climatiques. En parallèle, l'Economic Development Board (EDB) singapourien a introduit une nouvelle subvention pour aider les développeurs de projets carbone, en particulier ceux en phase initiale, alignés avec l'Article 6 de l'Accord de Paris. Ce programme pilote cible les développeurs expérimentés et finance des études de faisabilité, des évaluations de stocks de carbone, et des consultations avec les parties prenantes locales. Les crédits carbone issus de ces projets doivent respecter les normes internationales de Singapour et éviter la double comptabilisation des émissions. Destinée à combler les lacunes de financement et à encourager des projets de conservation forestière et de carbone bleu en Asie du Sud-Est, cette initiative soutient les objectifs climatiques de Singapour tout en renforçant son rôle en tant que centre de négoce de crédits carbone.

Vietnam

L'Assemblée nationale cible une croissance du PIB comprise entre 6,5 % et 7 % pour 2025

Le 12 novembre 2024, l'Assemblée nationale vietnamienne réunie en plénière a voté une résolution fixant à entre 6,5 et 7 % l'objectif de croissance pour l'année 2025, tout en suggérant de redoubler d'efforts en vue d'atteindre un taux de croissance compris entre 7 et 7,5 %. Pour rappel : pour 2024, l'Assemblée nationale vietnamienne avait fixé un objectif de croissance du PIB compris entre 6 % et 6,5 %. Parmi les autres objectifs fixés par l'Assemblée nationale : un PIB par habitant de 4 900 USD (contre environ 4 500 USD en 2024), qui rapprocherait encore le pays du seuil du passage à la catégorie de pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS). Pour l'année fiscale 2024-2025, ce seuil est en effet fixé à un revenu national brut (RNB) de 4 516 USD/hab. Par ailleurs, la cible d'inflation est revue à la hausse à 4,5% (4-4,5 % en 2024). Cette croissance devrait notamment être stimulée par la poursuite de l'industrialisation du pays ainsi que par des gains de productivité : la part de l'industrie de production dans le PIB devrait atteindre 24,1 % en 2025 (23,88 % en 2023) tandis que la productivité du facteur travail devrait croître de 5,3 voire 5,4 % sur l'année.

La Banque Centrale du Vietnam (SBV) demeure peu encline à mettre en place un marché de l'or

A l'occasion de débats organisés à l'Assemblée nationale le 11 novembre 2024, la gouverneure de la SBV a été interrogée quant à l'opportunité pour le Vietnam de mettre en place un marché de l'or, demande exprimée depuis le début des années 2010. La gouverneure a indiqué qu'un rapport allait être transmis au Premier ministre concernant l'opportunité de créer un marché de l'or, tout en soulignant la lourdeur des investissements nécessaires en infrastructures. Pour rappel, le prix de l'or échangé au Vietnam a beaucoup augmenté depuis 2021 (le pic de 2400 USD / once a été atteint en juin 2024) du fait, notamment, des pressions sur le VND créées par la politique de la banque fédérale américaine, conduisant à faire de l'or une « réserve de valeur » très courue. Les volumes d'or disponibles au Vietnam étant limités, beaucoup d'achats sont passés par des importations informelles depuis l'étranger, générant des fuites de capitaux substantielles. Ces flux ont contribué en grande partie au déficit de la balance des paiements vietnamiennes (les « erreurs et omissions » sont passées de 1,9% du PIB au dernier trimestre 2023 à 7,9% du PIB au premier trimestre 2024), malgré des soldes courants et financiers positifs.

Les annonces se multiplient autour de la ligne ferroviaire entre la Chine et le Vietnam

Lors d'une réunion gouvernementale le 9 novembre dernier, le Premier ministre a invité le ministère des Transports à débiter la construction de la ligne ferroviaire Lao Cai-Hanoi-Hai Phong. Cette ligne, actuellement à l'étape du rapport de préféabilité, doit s'étendre sur environ 400 km pour un coût actuellement estimé entre 7,1 et 11 Md USD. Les caractéristiques techniques préfigurent une ligne électrifiée, à double voie et à écartement standard. Le projet, initialement évoqué à la suite de la visite de Xi Jinping en décembre 2023 au Vietnam, a fait l'objet d'une actualité nouvelle à la suite de la visite du PM vietnamien dans le Yunnan entre le 5 et le 8 novembre dernier. Celui-ci y a notamment rencontré le président

de la China Railway Construction Corporation (CRCC) et confirmé vouloir lancer la construction du projet d'ici l'année prochaine, pour un achèvement de la première phase d'ici 2030. Ce projet revêt une dimension stratégique pour la relation sino-vietnamienne dans le domaine de la connectivité, dans le cadre de l'initiative « Deux corridors, une route ». Toutefois, elle est également critique pour le secteur, alors que la Chine a également exprimé son intérêt pour divers projets dans le pays, dont celui de ligne à grande vitesse Hanoi-HCMV.

Thaïlande

Nomination controversée à la tête du conseil d'administration de la Banque de Thaïlande

M. Kittirat Na-Ranong, brièvement ministre du Commerce et ministre des Finances en 2012 et 2014 et conseiller du Premier ministre Srettha Thavisin jusqu'à la destitution de celui-ci en août dernier, a été nommé cette semaine président du conseil d'administration de la Banque de Thaïlande. Cette nomination d'une personnalité politique à ce poste est controversée et a suscité de nombreuses réactions exprimant des craintes pour l'indépendance de la Banque centrale. Tant comme ministre que conseiller de Srettha, Kittirat avait critiqué publiquement la politique monétaire conduite par la banque centrale. Cette nomination intervient alors que le gouvernement a à de nombreuses reprises mis publiquement la pression sur la banque centrale pour qu'elle baisse ses taux. L'actuelle Première ministre Paetongtarn, en mai, avant sa nomination à ce poste, était allée jusqu'à affirmer que « l'indépendance de la banque centrale était un obstacle à la résolution des problèmes économiques du pays ». Kittirat ne siègera pas lui-même au comité de politique monétaire, mais sera consulté sur ses membres et évaluera la performance du gouverneur de la banque centrale.

Début en vue pour l'élaboration d'un cadre réglementaire pour le développement du nucléaire en Thaïlande

Le secrétaire général du comité de régulation de l'énergie (Energy regulatory committee, ERC), M. Poonpat Leesombatpiboon, a annoncé vouloir signer prochainement un mémorandum d'accord avec l'autorité de sûreté nucléaire thaïlandaise Atoms for Peace pour élaborer conjointement la réglementation nécessaire pour le développement de projets de centrales nucléaires en Thaïlande. Le plan énergétique national 2024-2037 devrait être soumis au Parlement prochainement. Les consultations publiques en juin dernier sur le projet préliminaire du plan confirmaient l'intérêt du pays pour l'option nucléaire, et le plan prévoyait la construction de deux SMR par l'électricien EGAT d'ici 2037, pour une capacité totale de 600 MWe.

Philippines

La promulgation de la loi « CREATE MORE » cherche à renforcer l'attractivité des Philippines aux IDE

Le président Marcos Jr. a promulgué, le 11 novembre 2024, la loi « CREATE MORE » qui réduit le taux d'imposition sur les sociétés de 20 % à 15 %, élargit les possibilités de déduction des dépenses d'énergie dans l'industrie (de 50% à 100%) et simplifie les procédures fiscales. Cette loi renforce les dispositions de la loi CREATE de 2021 dont l'objectif était déjà de renforcer l'attractivité des Philippines aux IDE avec, à terme, un effet favorable sur les recettes budgétaires qui pourraient diminuer de 100,5 M USD entre 2025 et 2028. En 2023, les Philippines figuraient au 4ème rang des pays récepteurs d'IDE dans l'ASEAN (8,9 Mds USD), loin derrière le Vietnam (18,5 Mds USD), l'Indonésie (21,6 Mds USD) et Singapour (159,6 Mds USD).

La banque centrale des Philippines (BSP) et la Banque de France signent un accord de coopération

La Banque centrale des Philippines (BSP) a signé un Mémorandum of Understanding (MoU) avec la Banque de France établissant une collaboration pour cinq ans sur les enjeux des paiements numériques, de contrefaçons fiduciaires et de gestion de la demande monétaire. La BSP tire ainsi parti de l'expérience centenaire de la Banque de France, à travers l'échange de technologies, de formations, et de tests conjoints sur la fiabilité des nouveaux billets. Les Philippines, dont le taux d'utilisation de l'argent liquide figure parmi les plus élevés d'Asie du Sud-Est (46 %) sont en effet davantage exposées à la dégradation et la contrefaçon de leurs billets de banque.

Birmanie

La Birmanie peine à répondre à plus de 50 % de la demande en électricité

Selon le ministère de l'Electricité, moins de 50 % de la demande en électricité serait satisfaite aujourd'hui en Birmanie (2 500 MW sur un pic de demande totale estimé à 5 443 MW, en augmentation de 9 % sur un an). La destruction de lignes électriques, une diminution de la production des centrales au gaz naturel et les opérations de maintenance des centrales hydroélectriques rendues nécessaires par les récentes inondations (9 centrales sur 30 auraient suspendu leurs opérations depuis) auraient causé un déclin récent de la production, qui était évaluée à 2 800 MW en mai dernier par le ministère. Pour répondre à la demande croissante, le ministère a lancé des projets, dont sept projets hydroélectriques, quatre projets de centrale au gaz naturel, dix projets solaires, onze projets d'éolien côtier, quinze projets d'éoliens sur terre et deux projets d'éolien offshore. Les capacités installées actuelles 7 248 MW (3 232 MW hydroélectriques, 3 638 MW gaz naturel, 138 MW charbon et 240 MW solaires), suffiraient pourtant à couvrir la demande mais souffrent d'un problème de disponibilité (maintenance, destruction de lignes de transmission) ou d'accessibilité (conflits). A noter également que la part des ménages dans la demande d'électricité s'est

considérablement renforcée, passant de 56 % en 2021 à 68 % aujourd'hui, indiquant que la baisse globale de la production d'électricité depuis 2021 a pesé majoritairement sur le secteur productif.

La Birmanie accepte (de nouveau) les demandes de protection d'inventions

Depuis le 31 octobre dernier, dans le cadre de sa nouvelle loi sur les brevets, le Département de Propriété Intellectuelle (IPD) a commencé à accepter le dépôt de nouvelles demandes de brevet et de modèles d'utilités (mini-brevets). Cette loi sur les brevets date de 2019 et avait pris officiellement effet le 31 mai 2024. Les critères de protection en matière de brevets et de modèles d'utilité sont similaires à ceux des autres pays. Point d'attention toutefois: la Birmanie n'a toujours pas ratifié la convention de Paris et le traité international PCT (Patent Cooperation Treaty) ; il n'est donc pas possible de passer par la voie internationale pour se protéger dans ce pays ; un dépôt via la voie nationale est obligatoire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr